



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



E/ECA/CM.8/12
5 avril 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième session de la Conférence des
ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
27-30 avril 1982

MISE EN OEUVRE DU PLAN ALIMENTAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE :
PROGRES REALISES, PROBLEMES ET PERSPECTIVES

MISE EN OEUVRE DU PLAN ALIMENTAIRE REGIONAL POUR L'AFRIQUE : PROGRES REALISES, PROBLEMES ET PERSPECTIVES

1. HISTORIQUE

Devant la dégradation de la situation alimentaire en Afrique et à la lumière de la Déclaration de Freetown (1976), la FAO et la CEA ont ensemble élaboré un plan alimentaire régional pour l'Afrique ci-après dénommé "Plan alimentaire régional" que la Conférence régionale des ministres de l'agriculture de la FAO a adopté en 1978 et que la cinquième réunion de la Conférence des ministres de la CEA a entériné à Rabat en 1979. Le Plan alimentaire régional analyse la situation et les perspectives alimentaires de l'Afrique jusqu'en 1990 et propose l'exécution aux niveaux national et intergouvernemental de politiques et programmes de développement alimentaire. Au niveau national, les gouvernements sont invités à élaborer et à mettre en oeuvre des politiques et projets prioritaires dont l'objet est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Au niveau intergouvernemental, les pays africains doivent créer des entreprises conjointes propres à faciliter un accroissement de la production ainsi que des échanges intra-sous-régionaux et régionaux. Adopté en avril 1980 par les chefs d'Etat et de gouvernement, le Plan d'action de Lagos (PAL) (1980-85) représentait en partie une prolongation du Plan alimentaire régional et mettait essentiellement l'accent aux niveaux gouvernemental et intergouvernemental sur les programmes et les activités les plus urgents qui pouvaient aboutir dans les délais les plus brefs à des résultats, notamment la réduction des pertes après la récolte, la mise sur pied de programmes de sécurité alimentaire et le développement des secteurs de l'agriculture (céréales tropicales), de l'élevage et de la pêche.

2. PROGRES REALISES A CE JOUR

2.1 Buts et objectifs

2.1.1 Le principal objectif du Plan alimentaire régional et du PAL est l'autosuffisance alimentaire. Entre 1972 et 1974, le coefficient d'autosuffisance alimentaire (CAS) ^{1/} est tombé à 90 p. 100 (contre 98 p. 100 entre 1962 et 1964). Il ressort de l'analyse d'une augmentation maximale possible de la production, c'est-à-dire une plus grande efficacité et de meilleures perspectives, que si les pays africains poursuivent avec vigueur la stratégie appropriée, le CAS alimentaire global devrait d'ici à 1985 passer à 94 p. 100 pour y demeurer jusqu'en 1990. Cet objectif n'a pas changé mais le Plan d'action de Lagos stipule que le but doit être au minimum "de faire cesser, et, si possible, de renverser au cours de la période 1980-85 les tendances alarmantes" de la diminution continue de l'autosuffisance alimentaire.

2.1.2 Il est prévu d'obtenir cette amélioration du CAS en augmentant la production alimentaire, en réduisant les pertes d'aliments, en garantissant la sécurité alimentaire et en intensifiant le commerce intrarégional.

^{1/} CAS : $\frac{\text{Production nationale}}{\text{Utilisation nationale (demande)}} \times 100$

a) Augmentation de la production

2.1.3 Il est envisagé de faire passer à 94 p. 100 le CAS, dans une large mesure en augmentant la production au moyen des taux de croissance les meilleurs possibles des principales catégories de produits alimentaires (voir ci-dessous)

	<u>1972/74-1985</u>	<u>1985-1990</u>
	en pourcentage par an	
Céréales	4,0	3,8
Racines et tubercules	2,7	2,8
Légumineuses	3,7	3,7
Viande	4,3	4,6
Lait	3,4	5,4
Poisson	2,6	1,5

b) Réduction des pertes d'aliments

2.1.4 L'objet convenu était de réduire, en application de la résolution de l'Assemblée générale, de 50 p. 100 d'ici à 1985 les pertes après la récolte. A cet égard, les trois principaux domaines d'action prioritaires sont les suivants:

- i) réduire les pertes vivrières après la récolte (qui sont de 10 à 30 p. 100 du total de la récolte céréalière et de pas moins de 50 p. 100 de la récolte des produits périssables);
- ii) réduire les pertes de poids du bétail lors de l'acheminement des animaux vers les centres de consommation (ces pertes sont de 10 à 25 p. 100 du poids vivant), réduire les pertes de bétail résultant des maladies et de la mort (près de 2,5 p. 100), réduire le taux de mortalité des veaux (il atteint parfois 50 p. 100), et réduire les pertes de viande, des produits de la viande, de lait frais et d'autres produits périssables du bétail (10 à 20 p. 100) résultant de la putréfaction et de la dégradation; et
- iii) réduire les pertes de poisson après les prises, résultant d'un stockage et d'une manutention inadéquats (10 à 15 p. 100), les pertes de poisson séché dues à l'infestation d'insectes (jusqu'à 40 p. 100) et les pertes dues au rejet de poisson en mer.

c) Sécurité alimentaire

2.1.5 L'approvisionnement d'aliments en Afrique est non seulement très insuffisant mais encore très sporadique. Par conséquent, il est recommandé aux gouvernements nationaux de créer initialement des réserves stratégiques d'aliments de l'ordre de 10 p. 100 de la production totale. De surcroît, le Plan alimentaire régional et le PAL recommandent l'adoption d'une politique nationale cohérente de sécurité alimentaire et sa mise en oeuvre immédiate sous la forme de la construction d'entrepôts, de la création de réserves alimentaires, de l'amélioration de la gestion du bétail ainsi que

de l'amélioration des systèmes de prévision et d'alerte rapide. A cette fin, il serait bon de renforcer et de compléter cette politique en adoptant des programmes d'autonomie collective au moyen d'un réseau de mécanismes sous-régionaux de sécurité alimentaire similaire à celui qui fonctionne dans le Sahel.

d) Commercialisation intrarégionale

A l'objectif de l'autosuffisance alimentaire régionale, il faut ajouter l'augmentation et l'amélioration du commerce intrarégional des produits alimentaires et agricoles. La résolution d'Arusha préconisait la possibilité de créer un service de renseignements sur les cours des denrées vivrières pour rassembler et diffuser les informations sur les prix et les quantités de produits alimentaires disponibles dans la région afin de faciliter l'expansion du commerce intrarégional. Elle supposait par ailleurs que seraient progressivement abaissées sinon totalement éliminées à la fin de la période couverte par le Plan les barrières et restrictions commerciales qui entravent le commerce des produits alimentaires de base.

2.2 Réalisations

a) Autosuffisance alimentaire

2.2.1 Depuis l'adoption du Plan alimentaire régional et du PAL, le CAS alimentaire global en Afrique n'a pas cessé de diminuer. Toutefois, à en juger par les données disponibles sur la production par habitant, le rythme de cette diminution s'est légèrement ralenti vers la fin de 1981. En effet, alors que la production d'aliments par habitant (céréales, racines et tubercules, légumineuses, oléagineux, viande, lait et poisson) reculait de 1,1 p.100 entre 1970 et 1978, elle ne le faisait que de 0,5 p. 100 entre 1978 et 1981 (tableau 1). De plus, le nombre de pays dont le taux de croissance alimentaire par habitant est négatif, a quelque peu diminué. Avant l'adoption du Plan alimentaire régional et du PAL, 32 des 47 pays membres 2/ des cinq MULPOC sur lesquels on dispose de données avaient un taux de croissance de la production par habitant négatif. Depuis l'adoption du Plan, 27 pays ont accusé un taux négatif. Au total, six 3/ pays sont venus s'ajouter à la liste de ceux dont le taux de croissance par habitant est positif. Des 27 pays qui ont un taux de croissance négatif, 10 font partie de la région de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est 4/, neuf de l'Afrique de l'Ouest 5/, trois de l'Afrique du Nord 6/, deux de l'Afrique centrale 7/ et deux de la Communauté économique des pays des Grands Lacs 8/ (tableaux 2 et 3).

2/ On ne dispose pas de données pour Djibouti, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe.

3/ Alors que 11 pays passaient d'un taux de croissance négatif à un taux positif, cinq pays faisaient tout juste le contraire.

4/ Ethiopie, Mozambique, Zambie, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Angola, Kenya, Lesotho, Maurice et Ouganda.

5/ Sao Tomé-et-Principe, Togo, Mali, Libéria, Guinée, Bénin, Sierra Leone, Sénégal et Guinée-Bissau.

6/ Soudan, Egypte et Maroc.

7/ Congo et Tchad.

8/ Rwanda et Burundi.

b) Production d'aliments

2.2.2 En 1981, la plupart des pays africains ont obtenu des résultats très médiocres. Le taux de croissance de la production alimentaire n'a été que de 1,7 p. 100, soit la moitié du taux d'accroissement démographique de la région. Le taux annuel de variation de la production alimentaire n'a lui aussi été que de 1,7 p. 100 entre 1971 et 1981. De surcroît, la production d'aliments par habitant a fléchi au rythme de 1. p. 100 par an entre 1970 et 1981. Lorsqu'on compare le taux de croissance de la production en Afrique depuis l'adoption du Plan alimentaire régional et du PAL (1978-1981), aux objectifs fixés pour les six catégories de produits, on constate que le taux de croissance des prises de poisson a de loin dépassé l'objectif alors que celui des racines et tubercules l'atteignait. Celui de la viande a également augmenté par rapport aux années précédant l'adoption du Plan alimentaire régional et du PAL tout en demeurant en-deçà du chiffre fixé. Celui des céréales, des légumineuses et du lait est pour sa part tombé en-deçà du taux en vigueur avant l'adoption du Plan et du PAL pour reculer par rapport à l'objectif. Entre 1978 et 1981, la production totale de poisson a augmenté au rythme de 10 p. 100 par an contre un objectif de 2,7 et un taux de croissance zéro entre 1970 et 1978. La catégorie des racines et tubercules dont le taux est passé à 2,8 p. 100 de 1978 à 1981 contre 2 p. 100 entre 1970 et 1978 a légèrement dépassé son objectif (2,7 p. 100). Toutes les sous-régions, à l'exception de l'Afrique du Centre où s'est produit un fléchissement insignifiant, ont enregistré un taux de croissance en hausse. Le taux de croissance de la production de viande est passé de 2 à 3,8 p. 100, chiffre nettement inférieur à l'objectif de 4,3. Dans toutes les régions, à l'exception de celles de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le taux de croissance de la production de viande a augmenté. Cette augmentation a été particulièrement prononcée en Afrique de l'Ouest et, dans une large mesure, en Afrique du Nord. Par rapport aux années précédentes, on a assisté entre 1978 et 1981 à une diminution du taux de croissance de la production de céréales, de légumineuses et de lait. C'est pourquoi le taux de croissance réel de ces trois catégories de produits s'est écarté davantage encore des objectifs fixés comme en témoigne le tableau ci-après:

	<u>1970-78</u>	<u>1978-81</u>	<u>Objectifs</u>
	(Pourcentage par an)		
Aliments	1,65	2,48	-
Céréales	,33	,06	4,0
Racines et tubercules	1,99	2,81	2,7
Légumineuses	,98	,55	2,7
Viande	2,04	3,84	4,3
Lait	2,03	1,42	3,4
Poisson	,00	10,00	2,6

2.2.3 En ce qui concerne la production de céréales, il convient de noter que son taux de croissance est passé d'un chiffre légèrement positif (0,3) à un chiffre négatif (-0,1 p.100), en faisant ainsi la seule catégorie à taux de croissance négatif. Cela est dû en partie à une nette diminution du taux de croissance en Afrique du Nord (3,20 en 1970-78 à -6,28 en 1978-81) causée par une détérioration

de la production de la majeure partie des céréales dans la sous-région et en partie à la baisse de la production de blé en Afrique de l'Ouest. La détérioration du taux de croissance de la production de mils et de sorgho en Afrique de l'Est et en Afrique australe a elle aussi contribué à rendre négatif le taux de croissance de la catégorie des céréales en Afrique (tableau 2).

2.2.4 La diminution du taux de croissance des légumineuses est en grande partie imputable à la très nette aggravation de la situation en Afrique du Nord et au ralentissement du taux de croissance de la production des légumineuses en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans les pays des Grands Lacs. De même, la diminution du taux de croissance de la production de lait est fondamentalement imputable au fléchissement de la production dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et, dans une certaine mesure, de l'Afrique centrale. Grâce essentiellement à une amélioration de la production dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest, le taux de croissance des cultures oléagineuses pour lesquelles le Plan alimentaire régional et le PAL n'avaient fixé aucun objectif, s'est considérablement amélioré pour passer de -1 à 2,5 p. 100 (tableau 2).

c) Mesures prises à ce jour pour accroître la production

2.2.5 Faute de données adéquates et à jour sur les efforts déployés par de nombreux pays, il n'est pas possible de faire une étude d'ensemble des activités des pays de la région en matière de production alimentaire et agricole. Il ressort cependant des quelques données disponibles que plusieurs pays ont élaboré un plan alimentaire et incorporé dans leurs plans nationaux de développement leurs programmes de développement de l'alimentation tout en accordant à l'autosuffisance alimentaire une priorité élevée. Ils savent en effet que le développement de l'alimentation et de l'agriculture pour stimuler la croissance économique aboutira à une répartition plus équitable des revenus entre les populations rurales et urbaines. Bien que de nombreux programmes soient en cours depuis 1978, les programmes aussi bien réguliers que nouveaux sont exécutés avec une plus grande vigueur et cohérence. Par exemple, les gouvernements soudanais, sénégalais et ghanéen élaborent depuis 1978 des plans alimentaires qui font de la mise au point des aliments un élément essentiel.

2.2.6 Dans l'ensemble, les activités nationales ont ces deux dernières années porté sur quelques domaines clé, et notamment les suivants:

- i) l'amélioration des institutions et exécution de projets intéressant les politiques de fixation des prix, la commercialisation et le crédit;
- ii) le renforcement de l'aide à l'éducation, à la recherche, à la vulgarisation et à la formation en matière agricole;
- iii) l'accélération de la mise en oeuvre des programmes et ensembles de facteurs de production qui permettent d'accroître les rendements;
- iv) la réduction des pertes d'aliments et l'établissement des plans de sécurité alimentaire;
- v) la modernisation des réseaux d'irrigation existants et la planification de nouveaux réseaux;

- vi) le développement de l'élevage par le jeu d'un approvisionnement suffisant en aliments et en paturages;
- vii) la lutte contre les maladies animales, en particulier la trypanosomiasse et l'onchocercose, parallèlement au repeuplement envisagé des zones libérées;
- viii) la mise sur pied de programmes de réforme agraire et de développement rural;
- ix) le développement de la pêche; et
- x) la conservation des ressources forestières.

2.2.7 Au Sahel, les efforts d'irrigation ont été intensifiés le long des principaux cours d'eau et lacs. Ils ont porté le long du fleuve Gambie sur le développement de la culture du riz et du coton tandis qu'étaient améliorés et élargis les réseaux d'irrigation en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. Au Nigéria, onze autorités fluviales ont été créées pour élaborer des plans directeurs visant à maîtriser les ressources en eaux superficielles et souterraines tandis qu'au Ghana était mise en place une nouvelle autorité de l'irrigation et qu'en Ethiopie était encouragée une expansion des moyens d'irrigation le long des vallées fluviales.

2.2.8 Certains pays continuent de tout mettre en oeuvre pour accroître la production de cultures vivrières de base, et notamment le riz, le maïs, le sorgho, le mil, le blé, les racines et tubercules et les légumes à grain en collectant, en conservant et en évaluant les ressources génétiques ainsi qu'en établissant des programmes de démonstration pilote. En 1981, 17 pays avaient en cours 32 projets de semences et 12 ont bénéficié d'une assistance dans la formulation de nouveaux projets de ce genre. Des centres nationaux de semence ont été créés dans quatre pays. Des cours de formation sur la technologie des semences ont eu lieu dans cinq. De surcroît, la situation dans 11 pays a été examinée et des propositions faites pour faciliter le renforcement de leurs systèmes et moyens phytosanitaires nationaux dans le cadre du Programme d'action lancé en 1980 par la FAO pour l'amélioration de la protection phytosanitaire. Pour protéger les aliments de base contre les parasites et les maladies, les pays du Sahel ont en 1980 aussi mis sur pied avec le concours de la FAO un programme multinational de lutte contre les parasites. A cet égard, des orientations pour la lutte intégrée contre les parasites affectant le riz, le maïs et le sorgho ont été publiées.

2.2.9 Il ne fait aucun doute que le sous-secteur de l'élevage est dans la plupart des pays africains le créneau le plus faible de l'industrie agricole. Paradoxalement, c'est aussi le sous-secteur le plus important pour le maintien à un niveau adéquat du coefficient d'autosuffisance pour la conservation du niveau nutritionnel, pour l'augmentation de la valeur ajoutée à la sortie de l'exploitation, pour l'élévation du revenu rural et pour l'obtention d'un bon degré de développement rural. Par conséquent, les programmes d'élevage ont ces dernières années reçu un nouvel élan et bénéficient d'une meilleure coordination, la plupart s'appuyant essentiellement sur l'approvisionnement en aliments pour animaux, l'amélioration et l'élargissement des paturages ainsi que la lutte contre la trypanosomiasse africaine. La sécheresse dans le Sahel demeure un obstacle sérieux à l'amélioration et à l'élargissement des

paturages. De même, la trypanosomiasse et l'onchocercose sont encore le principal facteur qui freine en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale les programmes nationaux accélérés de développement de l'élevage. En collaboration avec la CEA, les Nations Unies, les organismes internationaux intéressés (CIEA) et l'OUA (IBAR), la FAO aide activement les Etats membres à lutter contre ces maladies et autres maladies animales importantes. Ces deux dernières années se sont poursuivis des projets d'éradication de maladies tandis que continuent d'avoir lieu des séminaires et cours de formation interinstitutions pour améliorer les connaissances dont dispose le personnel national en matière d'élevage.

2.2.10 En ce qui concerne la pêche dans les eaux intérieures, quelques pays du Sahel et ceux qui sont limitrophes aux lacs Tanganyika, Victoria et Tchad ont entrepris des projets de développement de la pêche artisanale sous les auspices du Comité des pêches continentales de l'Afrique (CPCA). En bref, les programmes de développement de la pêche dans la plupart des pays africains ont été intensifiés et axés sur une augmentation de la protection locale au moyen de l'adoption de techniques et de matériel de pêche modernes, de la modernisation des moyens de séchage, de préservation, de transformation et de distribution du poisson ainsi que du développement de la pêche dans les eaux intérieures et les océans. Certains pays ont récemment complété leurs programmes en créant des projets d'alvinage qui englobent la construction de centres et d'établissements de pisciculture à proximité de grands barrages et réservoirs dans les bassins fluviaux en vue d'obtenir des alvins et des saumneaux pour l'obtention de poisson et de produits du poisson d'excellente qualité.

d) Réduction des pertes d'aliments

2.2.11 La plupart des pays africains ont entrepris des activités pilotes et des activités de démonstration pour la prévention des pertes après la récolte, et notamment la construction d'entrepôts à la ferme et dans les centres ruraux ainsi que la modernisation des installations de séchage, de conservation et de stockage. Les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest ont tous des activités de ce genre dont l'ampleur est considérable. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, ils sont au nombre de 11; en Afrique centrale au nombre de quatre et dans le MULPOC de Gisenyi au nombre de trois. La situation actuelle est encourageante et tout porte à croire qu'il sera possible de réduire de 50 p. 100 les pertes d'aliments d'ici à la date fixée.

e) Sécurité alimentaire

2.2.12 A ce jour, pas moins de 31 pays africains se sont déjà engagés à mettre en oeuvre des politiques nationales de stockage pour maintenir à un niveau minimum de sécurité leurs réserves essentielles d'aliments. Ce faisant, ils admettent l'importance que revêt le renforcement de la production alimentaire, des programmes de stocks et des systèmes d'information et d'alerte rapide. Dans l'intervalle, de ces 31 pays, 24 ont déjà décidé de créer des réserves d'aliments de base, que ce soit pour les céréales dans leur ensemble ou pour des céréales spécifiques comme le riz, le blé, le mil, le sorgho et le maïs. Les objectifs actuels en la matière ne sont pas fonction de la production. Le Plan alimentaire régional et le PAL ont proposé la création de réserves stratégiques de l'ordre de 10 p. 100 de la production. Tous les pays prennent en considération un certain nombre de facteurs, compte tenu de leur situation. Les objectifs varient d'un approvisionnement minimum de trois jours (Libéria) à un

maximum de 180 jours (Tunisie, Ouganda, Zambie et Jamahiriya arabe libyenne). Des 24 pays qui ont adopté une politique de réserves d'aliments de base, certains ne fournissent pas d'informations sur leurs stocks. Dans la plupart de ceux pour lesquels des informations sont disponibles, le volume de ces stocks est inférieur à l'objectif fixé. Des 24 pays qui ont élaboré une politique des stocks de base, 22 ont au total 43 projets qui relèvent du Programme d'assistance pour la sécurité alimentaire (PASA).

2.2.13 Outre les politiques nationales de réserves alimentaires, les gouvernements africains ont décidé de prendre des mesures qui n'en sont pas moins préliminaires pour assurer leur autonomie collective au moyen de mécanismes sous-régionaux de sécurité alimentaire. Les pays du Sahel ont fait avec le concours de la FAO une étude de faisabilité des réserves alimentaires d'urgence. A l'ordre du jour de la cinquième réunion du Comité ministériel du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest figure l'élaboration d'une étude de faisabilité complémentaire pour les pays du MULPOC de cette région que n'a pas couvert l'étude sur le Sahel. La CEA a, de son côté, entrepris pour la Communauté économique des pays des Grands Lacs une étude de faisabilité du Programme de sécurité alimentaire.

2.2.14 De plus, 38 pays de la région africaine participent actuellement au système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture. Leurs gouvernements et le personnel des bureaux hors siège de la FAO et du PAM fournissent régulièrement des renseignements dont le principal objet est de permettre la détection immédiate des pénuries d'aliments. Les gouvernements intéressés et les donateurs sont avertis par télex ou par téléphone et, le cas échéant, les institutions d'aide prennent promptement les mesures qui s'imposent. Les neuf pays membres de la SADCC 9/ envisagent de mettre sur pied un système d'alerte rapide conjoint et, à cet égard, ils ont sollicité l'aide de la FAO.

f) Commercialisation intrarégionale

2.2.15 La résolution d'Arusha a mis l'accent sur l'amélioration du commerce intra-africain et, depuis lors, nombre d'organisations intergouvernementales comme la CEDEAO, l'UDEAC et la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) créée en 1981 pour les Etats membres de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe cherchent activement à améliorer les échanges entre pays africains. De surcroît, les systèmes nationaux de commercialisation coopérative ont été renforcés et ont reçu une nouvelle impulsion, une importance plus grande étant accordée au commerce intérieur et extérieur de produits agricoles alimentaires. Maintes organisations ont éliminé toutes les formes de barrières commerciales aux produits agricoles.

2.2.16 Quelques pays ont également pris avec un certain succès des mesures concrètes pour améliorer la viabilité et l'efficacité des circuits de commercialisation alimentaire et agricole, en créant des coopératives à facettes multiples, en mettant sur pied des sociétés de commercialisation et en fournissant des moyens et services de commercialisation. Certains pays ont entrepris avec succès une révision en hausse

9/ South African Co-ordination Development Conference.

des prix au producteur et une réduction des frais bureaucratiques qu'engendrent des politiques monocommerciales. La hausse des prix au producteur à la ferme non seulement stimule un accroissement de la production alimentaire mais encore garantit une augmentation des revenus ruraux et une amélioration de la productivité agricole. Parallèlement, on a assisté à un très net accroissement du volume des crédits alloués et à une amélioration des approvisionnement en facteurs de production des petits exploitants par le biais d'un système de commercialisation efficace. Dans le cadre des efforts qu'ils font pour renforcer le crédit agricole, de nombreux pays ont établi des banques de développement et de crédit agricoles pour faciliter l'octroi aux agriculteurs de crédit à des taux d'intérêt bonifiés sous la forme de liquidités et de facteurs de production.

3. PROBLEMES ET PERSPECTIVES

3.1 Problèmes

3.1.1 Ces dernières années, la situation alimentaire de la région s'est détériorée. Le taux d'accroissement de la population est demeuré élevé pour augmenter même dans certains pays sans que ne survienne dans le même temps une augmentation similaire de la production d'aliments. Par conséquent, le fossé entre la production et l'utilisation s'est creusé. Enfin, la malnutrition et la famine touchent chaque année en Afrique un nombre de plus en plus élevé d'habitants. Dans l'intervalle, la dépendance de la région à l'égard des importations et de l'aide alimentaire s'est accentuée. Entre 1979 et 1980, l'aide céréalière totale en équivalents céréaliers s'est inscrite à 1 951 900 tonnes par an, soit plus de deux fois le chiffre des années 1975-76. Dans l'ensemble, l'aide alimentaire a progressé de 17 p. 100 par an entre 1975 et 1980. Les importations nettes de céréales des pays africains en 1980 ont totalisé 16,8 millions de tonnes pour un coût d'environ 4 milliards de dollars des Etats-Unis. La valeur des importations nettes de céréales a fait un bond de 46 p. 100 entre 1978 et 1980, causant sans aucun doute un problème très sérieux pour la balance des paiements de bon nombre des Etats africains.

3.1.2 Il n'est pas possible d'améliorer réellement la production d'aliments sans que soient effectuées des recherches appliquées, efficaces et cohérentes. Dans la plupart des pays africains, les recherches agricoles ne reçoivent qu'une aide symbolique. Elles souffrent d'une multitude de problèmes, et notamment d'une mauvaise politique de recherche, de l'absence de moyens de recherche indépendants, d'une grave pénurie d'effectifs, d'une procédure mesquine et bureaucratique, d'un manque général de ressources, d'installations et de stimulants, d'une absence de coordination et de liens essentiels entre les chercheurs, les vulgarisateurs et les agriculteurs d'une part et entre les agriculteurs, les vulgarisateurs et les pouvoirs

publics d'autre part. Sans une amélioration rapide et adéquate des efforts à faire pour moderniser les moyens nationaux de recherche et renforcer leur coordination, l'Afrique risque de ne jamais pouvoir réaliser les progrès suffisants pour résoudre la crise alimentaire.

3.1.3 Il est tout aussi important de s'intéresser à l'efficacité des mesures que prennent les gouvernements pour amener le producteur à produire davantage. Etant donné que la seule façon de mobiliser le producteur est de faire appel à sa bonne volonté, les structures d'incitations, c'est-à-dire les conditions qui régissent la production, devraient être de nature à encourager l'exploitant à produire et à vendre: niveau, structures et prévisibilité des prix; efficacité, équité et stabilité des mécanismes de commercialisation; disponibilité et prix des facteurs hors exploitation et des biens de consommation; et degré de participation au processus de prise de décisions. Ce sont là toutes des mesures importantes qui, dans certains pays africains, ne reçoivent guère d'attention.

3.1.4 Il est de nos jours généralement admis que la dégradation de la situation alimentaire en Afrique est en grande partie imputable à l'insuffisance des stimulants dont bénéficient en matière de prix les producteurs d'aliments et de denrées agricoles. Très grande est l'importance de la politique de fixation des prix dans le cadre des projets. Une récente étude de 27 projets agricoles entrepris par la Banque mondiale fait ressortir "l'effet quasiment vital des prix au producteur sur la production et ses niveaux, les prix ayant fréquemment une influence néfaste sur la qualité des ensembles et des services de vulgarisation. Sept projets sur neuf exécutés dans des conditions de prix favorables ont atteint ou dépassé leurs objectifs de production; 13 des 18 exécutés dans des conditions défavorables n'y sont pas parvenus. Cette notion est reprise en termes vigoureux dans les études micro-économiques qui font état de la forte sensibilité des exploitants aux prix comme en témoignent les résultats obtenus dans le cadre de la fixation des prix pendant la deuxième guerre mondiale et immédiatement après.

3.1.5 Le prix réel au producteur doit correspondre au prix départ exploitation des biens de consommation importés qu'achète l'agriculteur. Autrement dit, les termes de l'échange ne doivent pas être artificiels. Dans de nombreux pays, les prix au producteur vont à l'encontre de l'intérêt des agriculteurs et de la population rurale qui représentent plus de 75 p. 100 de la plupart des populations africaines. Par conséquent, les taux de change surévalués qui rendent fréquemment les céréales importées la source d'approvisionnement la moins chère, contribuent pour beaucoup à un accroissement rapide des importations de céréales, en particulier de riz et de blé. Dans le long terme, cela va également à l'encontre des intérêts du producteur africain. C'est pourquoi un faible taux de croissance de la production alimentaire peut, dans une certaine mesure, être un effet plutôt qu'une cause de l'augmentation des importations de céréales, facteurs qui sont tous deux liés à la surévaluation. A cet égard, il serait bon d'envisager très sérieusement un ajustement de niveau actuel des taux de change.

3.1.6 Le manque de main-d'oeuvre est pour tous les secteurs des pays africains un problème courant du développement. Toutefois, c'est le secteur de l'agriculture qui en souffre le plus, surtout au niveau des cadres moyens et supérieurs. Les secteurs de la recherche, de la vulgarisation et de l'administration connaissent une pénurie d'agents compétents et efficaces, ce qui entrave l'efficacité et la viabilité des programmes et projets de développement de l'Etat. Les activités de vulgarisation sont inefficaces, pour partir à cause du manque de programmes viables, d'une mauvaise coordination sur le terrain, d'une pénurie d'effectifs compétents et dévoués, d'un faible niveau de rémunération et d'incitations ainsi qu'un manque général d'instruments concrets pour revitaliser les exportations et le secteur rural.

3.1.7 L'Afrique peut facilement accroître sa production et sa productivité alimentaires en adoptant deux stratégies: l'élargissement des terres à cultiver et l'accroissement du rendement de chaque unité de production. Ces deux stratégies souffrent de sérieuses limitations, en particulier dans les parties de la région vulnérables à la sécheresse où une forte dépendance à l'égard de l'agriculture non irriguée se solde par les fluctuations incessantes du rendement et des approvisionnements. Près de 50 p. 100 des 443 millions d'hectares de terres arables en Afrique sont utilisées. Les réserves sont énormes mais la situation varie d'un pays à l'autre. Certaines sous-régions (Afrique du Nord) et certains pays (le Burundi et le Rwanda par exemple) souffrent d'une pénurie de terres arables. Normalement, la production devrait augmenter dans de nombreux pays africains avec un élargissement de la superficie cultivée mais dans les pays où les terres sont rares, son accroissement devrait essentiellement résulter d'une amélioration du rendement. Tout porte à croire cependant que les possibilités d'élargissement de la superficie cultivée en Afrique sont purement et simplement immenses sous réserve que puissent être mobilisés les capitaux nécessaires. Tout aussi grandes sont les possibilités d'expansion de l'agriculture irriguée. De nos jours, 4 millions d'hectares seulement sont irrigués alors que 115 millions pourraient l'être.

3.1.8 La pénurie de fonds et, spécifiquement, les crédits budgétaires alloués par l'Etat pour financer les programmes et projets de développement alimentaire ont toujours été un obstacle majeur aux niveaux national et intergouvernemental. Cet état de choses peut être attribué à la priorité insuffisante dont fait l'objet l'allocation des ressources ainsi qu'à l'incapacité de formuler et de gérer des projets bancables. Les gouvernements africains se doivent donc de renforcer leurs programmes de formation alors que la BAD, le FIDA, la Banque mondiale et d'autres institutions doivent redoubler d'efforts pour financer des projets alimentaires. L'augmentation des crédits budgétaires et l'intensification de la coopération régionale et sous-régionale sont une nécessité si l'on veut maîtriser une crise alimentaire en Afrique et arrêter la dégradation de l'agriculture tout en accélérant le développement.

3.2 Perspectives

3.2.1 Le Plan alimentaire régional (résolution d'Arusha de 1978) invite "les gouvernements des pays africains à élaborer et à mettre en oeuvre les politiques et programmes appropriés visant à accroître l'autosuffisance alimentaire ...". Cette invitation est venue s'ajouter à la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine qui, lors de l'adoption du Plan d'action de

Lagos, a invité la CEA, la FAO et d'autres organismes des Nations Unies à aider tous les Etats membres africains dans leur tâche difficile qu'est l'élaboration de leurs politiques et programmes d'autosuffisance. Dans la réalisation de cet objectif international de collaboration, le Plan d'action de Lagos a formulé les orientations à suivre pour les missions d'examen. Ces trois dernières années, grâce à la collaboration entre la CEA et la FAO, 12 pays africains ^{10/} ont bénéficié d'une aide dans l'élaboration des politiques et programmes d'autosuffisance alimentaire et dans l'amélioration générale de leur secteur agricole.

3.2.2 Le mandat des missions d'examen dans le cadre de stratégie (annexe III) confère à chaque pays le soin de prendre les mesures qui s'imposent. Il est dans l'intérêt des pays qui ne l'ont pas encore fait de tout mettre en oeuvre pour atteindre sans tarder l'autosuffisance alimentaire et de solliciter aussi rapidement que possible l'aide dont ils ont besoin. Enfin, pour les pays qui ont reçu le rapport de ces missions, il est indispensable qu'ils prennent promptement des mesures de manière à permettre l'exécution efficace des recommandations et des projets, et, partant, d'aider l'Afrique à atteindre d'ici à la fin du siècle un objectif: l'autosuffisance alimentaire.

3.2.3 Il existe en Afrique la possibilité de doubler, ou même de tripler, les rendements par rapport aux niveaux actuels. Toutefois, cela fait intervenir l'utilisation d'ensembles améliorés de facteurs de production comme des engrais, des semences améliorées, des pesticides, de meilleurs outils de traction animale, des tracteurs, de meilleurs soins vétérinaires, de meilleurs aliments pour animaux, la disponibilité et l'utilisation efficaces des eaux d'irrigation, etc. Le seul problème est que la plupart des facteurs de production susmentionnés sont importés, ce qui représente des coûts élevés en devises, lesquelles, pour la plupart des pays africains, sont extrêmement rares. Il serait donc bon d'envisager la production dans la mesure du possible de certains de ces facteurs en Afrique. De surcroît, sans des recherches d'adaptation concrètes, la majeure partie de ces facteurs risquent d'être mal appliqués, sous-utilisés ou même gâchés. Il ne faut non plus oublier le problème connexe des stimulants et de la politique rationnelle de fixation des prix si l'on veut que les agriculteurs puissent en tirer un avantage financier.

3.2.4 Les possibilités d'amélioration de la productivité de bétail sont également limitées par les maladies et les parasites, la pénurie d'aliments pour animaux, une infrastructure marchande inadéquate et le faible taux de productivité des animaux locaux. La lutte contre la trypanosomiase, maladie à laquelle la FAO accorde une attention particulière, permettrait aux secteurs de l'élevage et de l'agriculture d'exploiter de vastes zones de l'Afrique tropicale. Pour accélérer le développement de l'élevage, la CEA a décidé de prendre des mesures propres à faciliter la coordination des activités des organisations intergouvernementales africaines et les organisations internationales se livrant en Afrique à l'amélioration et à l'expansion de l'élevage.

^{10/} Le Bénin, le Botswana, les Comores, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, la Tanzanie et la Zambie sont les pays où la mission a été achevée.

3.2.6 En ce qui concerne les investissements, on a estimé à 4 milliards 400 millions de dollars des Etats-Unis par an 11/ aux prix de 1979 les besoins moyens en capitaux pour réaliser les objectifs du Plan alimentaire régional et du PAL. On a estimé que la moitié au moins de ce montant doit venir de sources nationales. Il est donc important que les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour accroître leurs crédits budgétaires et intensifier leurs investissements dans le développement de l'alimentation. Il est indispensable que les sources extérieures accroissent elles aussi le volume de leur aide financière qui jusqu'à ce jour a été maigre. L'aide financière extérieure, quelle que soit sa source, c'est-à-dire l'aide publique au développement (APD) et l'aide financière à des conditions commerciales (multinationales et bilatérales) étaient aux prix de 1979 de 1 milliards 161 millions de dollars en 1978, de 1 milliard 165 millions en 1979 et 1 milliard 225 millions en 1980, chiffres qui peuvent être considérés comme très modestes par rapport aux besoins des pays africains.

3.2.7 Malgré les nombreux problèmes chroniques et connexes auxquels bon nombre de pays africains se heurtent dans la production d'aliments et de denrées agricoles, les perspectives sont excellentes. L'aspect le plus prometteur peut-être réside dans la foi et la détermination des gouvernements et des peuples de l'Afrique elle-même de pouvoir résoudre ces problèmes pernicioeux comme en témoignent la déclaration de Freetown (1976), la déclaration d'Arusha (1978) qui a approuvé le plan alimentaire régional, la déclaration de Monrovia (1979) et le Plan d'action de Lagos (1980). Les difficultés à surmonter sont grandes mais le désir d'y parvenir plus grand encore et le moral ne cesse de s'améliorer. Deux points relativement positifs sont déjà à noter. Le premier est l'augmentation de la production de poisson qu'il est possible d'intensifier plus facilement et le second, les gros efforts que les pays africains ont commencé à faire pour réduire les pertes d'aliments. Entre 1978 et 1981, la tendance à la baisse de la production d'aliments par habitant en Afrique s'est un peu ralentie, ce qui est un indice favorable mais loin d'être à ce jour encourageant puisque les importations continueront de croître et que les pays nécessiteront encore une aide alimentaire. On peut s'attendre à l'élimination d'ici trois à quatre ans de la diminution de la production d'aliments par habitant et à l'arrêt ou peut-être même au renversement du fléchissement de l'autosuffisance alimentaire globale encore que la production de céréales requiert une attention particulière. La situation demeurera dans une large mesure tributaire de la priorité accordée aux investissements agricoles, et ce conformément aux recommandations du plan alimentaire régional et du PAL.

Notes:

Source

Viande
Lait

Betail

Oléagineux

Legumineuses

Racinos

Sorgho

Mills

U.S. DEPT. OF AGRICULTURE

Riz (Paddy)

B.

Céréales

Aliments

Produit de H

Taus

Tableau 1

croissance (pourcentage par an) de la production par habitant a/ en Afrique b/ et dans les sous-régions du MULPOC (1970-78 et 1978-81)

	Afrique du Nord		Afrique de l'Ouest		Afrique centrale		Pays des Grands Lacs		Afrique de l'Est et Afrique australe		Afrique 2/	
	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81
	1,35-	,47-	4,28-	2,93-	,12-	,12	,72-	1,28-	1,34-	1,60-	1,14-	,51-
	5,71-	9,00-	4,31-	3,95-	,27	,52	,54-	1,94-	2,16-	1,11-	2,42-	2,98-
	3,90-	4,92-	4,22-	6,03-	44,58-	,99-	6,23-	5,67	3,55-	,59-	3,45-	4,87-
	4,33-	1,72-	3,01-	,43-	5,05	2,24	,41	2,26	2,61-	1,96-	1,73-	,24
	5,79-	11,53-	4,52-	23,11-	-	-	24,86-	0,0	5,16-	1,60-	5,77-	9,18-
	5,02-	15,12-	4,04-	5,42-	,50	4,47	,20-	2,02-	,51-	,37-	1,51-	3,17-
	7,83-	9,50-	1,87-	1,51-	,48-	1,72-	,42-	10,14-	3,48-	6,01-	1,78-	2,87-
	19,19-	14,94-	4,76-	4,98-	-	-	1,39-	2,97-	2,73-	3,36-	1,55-	1,97-
culcs	4,24	8,87	4,30-	3,90-	,21-	,56-	,25-	,27	,64	,22-	,81-	,19-
	6,17-	8,77-	2,87-	4,49-	1,53	,04-	,76-	1,17-	2,88-	2,42-	1,79-	2,39-
	6,46-	12,93	7,39-	2,31-	,78	,32	4,60-	2,66-	3,10-	3,94-	3,62-	-
	,10	,95	3,67-	,10	,08-	,68	1,33-	,01-	1,10-	1,97-	,55-	,41
	,45-	,99	3,66-	,30	,59	,82	1,41-	,23-	1,20-	1,47-	,76-	,81
	,51	,22	5,20-	3,82-	,64	,78-	1,03-	,91	1,46-	3,57-	,77-	1,54-

1982; imprimés de l'ordinateur.

ices de la production et taux de croissance (2 décembre 1982).

Production de céréales à l'exclusion des semences (pour l'année suivante) et des aliments de bétail.

A l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Tableau 2

centage par an) de la production totale a/ en Afrique b/ et dans les sous-régions du MULPOC (1970-78 et 1978-81)

	Afrique de l'Ouest		Afrique centrale		Pays des Grands Lacs		Afrique de l'Est et Afrique australe		Afrique	
	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81
1	1,69	3,36	2,04	2,49	1,91	2,58	1,47	1,37	1,65	2,48
-	1,56	1,92	2,43	1,90	2,10	,87	,63	1,87	,33	,06-
-	2,92-	15,14-	2,52-	1,39-	3,76-	8,79	,80-	2,42	,73-	2,01-
-	3,03	6,19	7,32	4,67	3,07	5,19	,16	1,00	1,04	3,25
-	2,38-	11,87	-	-	26,83-	0,0	,37	4,47	,37-	3,54-
-	1,74	,80-	2,67	6,94	2,45	,79	2,32	2,75	1,26	,26-
-	1,14	1,61	1,66	,60	3,08	7,57	,73-	3,16-	,99	,05
-	1,15	1,13	-	-	1,22	,18-	,05	,44-	1,22	,97
-	1,75	2,44	1,94	1,81	2,39	3,14	2,19	2,80	1,99	2,81
-	3,47	1,81	3,72	2,33	1,87	1,66	,11-	,53	,98	,55
-	2,02-	3,45	2,95	2,70	2,07-	,13	,33-	1,04-	,90-	3,01
-	2,32	6,64	2,08	3,07	1,28	2,85	1,72	,99	2,25	3,43
-	2,34	6,77	2,75	3,20	1,20	2,63	1,62	1,50	2,04	3,84
-	,68	2,36	2,81	1,57	1,59	3,81	1,35	,66-	2,03	1,42

l'ordinateur.
on et taux de croissance (2 décembre 1982).

ales à l'exclusion des semences (pour l'année suivante) et des aliments de bétail.

'Afrique du Sud.

Note:

Source

Plus de 3 p

1 à 3 p. 10

Moins de 1

NEGATIF

Moins de 1

1 à 3 p. 10

Plus de 3 p

POSITIF

Taux de cro
habitant par

Tableau 3

Distribution de fréquence des pays par taux de croissance (pourcentage par an) de la production d'aliments par habitant dans les sous-régions du MULPOC et de l'Afrique (tous les MULPOC) (1970-78 et 1978-1981)

Fréquence par	Afrique du Nord ^{a/}		Afrique centrale ^{a/}		Communauté économique des pays de Grands Lacs		Afrique de l'Est et Afrique australe ^{a/}		Afrique (Tous les MULPOC)	
	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81	1970-78	1978-81
	Nombre de pays									
00	0	2	0	2	0	0	0	0	2	0
	2	1	0	0	0	0	1	0	0	3
00	1	0	3	6	2	3	1	5	3	12
										13
00	1	1	5	0	1	1	4	3	12	7
	1	1	6	5	2	2	5	4	15	12
0	1	1	2	3	1	0	1	4	5	8

Commission économique pour l'Afrique, Division mixte CEA/FAO de l'agriculture (18 janvier 1982).

^{a/} On ne dispose pas de données pour Djibouti, Sao Tomé-et-Principe et la Guinée équatoriale.

ANNEXE I

Plan alimentaire régional et PAL: Mesures prises par la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

1.1 La CEA a fait une étude des activités de 40 organisations intergouvernementales africaines qui s'occupent directement ou indirectement du développement de l'alimentation. A cet égard, elle a évalué les programmes et projets des organisations intergouvernementales pour, le cas échéant, les réorienter et elle a proposé les grandes lignes à suivre pour mener à bien de nouveaux programmes et projets. Ces derniers portaient sur la mise en valeur des ressources en terres et en eau (projets d'irrigation); le développement et la distribution des semences améliorées; la lutte contre les maladies et les parasites qui frappent les cultures et l'élevage; la commercialisation, le stockage et la transformation des aliments; la recherche et la formation en matière d'alimentation; le développement rural intégré; et, enfin, le commerce des aliments. On trouvera à l'annexe II une description plus détaillée des apports de ces programmes et projets à l'effort global de développement de l'alimentation en Afrique.

1.2 La CEA a par ailleurs identifié et formulé de nouveaux projets dont certains ont été incorporés aux activités de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et aux programmes de travail des MULPOC de la Commission. Ces activités sont les suivantes:

- i) Formation dans les domaines de l'identification, de la formulation, de l'exécution, du contrôle et de l'évaluation des projets;
- ii) Mise en place de programmes de sécurité alimentaire par sous-région;
- iii) Réalisation d'une étude de faisabilité d'un centre de recherche sur le maïs pour le MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
- iv) Coopération multinationale en matière de production et de distribution de semences pour les pays du MULPOC de Gisenyi;
- v) Coopération multinationale en matière de recherches agronomiques pour les pays de l'Afrique centrale (MULPOC de Yaoundé);
- vi) Coopération multinationale en matière de lutte contre les maladies du bétail pour les pays du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
- vii) Coordination des recherches sur le développement de l'élevage et la lutte contre les maladies du bétail en Afrique;
- viii) Exécution de programmes pilotes de prestation de services de renseignement concernant les marchés de produits primaires pour les pays de l'Afrique de l'Ouest;
- ix) Mise sur pied d'une campagne d'information par le jeu des médias en vue de réduire les pertes d'aliments après la récolte; et

- x) Consultations sous-régionales sur les possibilités d'augmenter l'offre d'aliments par le biais d'une réduction des déchets et d'une amélioration des circuits de commercialisation pour les pays du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

1.3 Un programme de développement rural intégré a été entrepris. Ses objectifs sont les suivants: améliorer les moyens dont disposent les paysans pour accroître leur production, intensifier leur productivité et élever leur revenu par le biais d'une approche intégrée, et notamment la modernisation des structures agraires, des institutions et des services de développement alimentaire et agricole. A cet égard, la CEA a participé avec la FAO à la création du Centre de développement rural intégré pour l'Afrique (CDRIA), qui bénéficie pour le moment d'une aide tout comme d'ailleurs certains programmes multinationaux de développement rural intégré en cours d'exécution dans plusieurs pays. Le projet de développement rural intégré Tanzanie-Zambie est en cours; d'autres devraient commencer dans un avenir proche.

1.4 Les petits agriculteurs et les institutions rurales qui assurent la prestation des services de soutien agricole font l'objet d'une attention considérable. A cet égard, la CEA a fait des études sur les problèmes institutionnels des petits exploitants au Burundi, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et en Zambie. Ces études portaient sur la recherche, la vulgarisation, le crédit et la commercialisation. Leurs résultats visent à renforcer la capacité qu'ont les gouvernements membres de fournir des services efficaces de soutien agricole. Il est prévu que des études similaires seront faites dans d'autres pays.

1.5 Les activités de commercialisation du programme de la CEA ont pour but d'améliorer les services de commercialisation agricole des Etats membres, de minimiser les pertes d'aliments après la récolte, d'améliorer le stockage et la préservation des aliments, et de développer le commerce intra-africain de produits alimentaires et agricoles et de déterminer au moyen d'une étude l'amélioration des institutions de commercialisation agricole dans les domaines des cultures vivrières et de l'élevage pour l'agriculture paysanne en Afrique. De surcroît, les Etats membres sont les bénéficiaires d'une assistance dans les domaines ci-après: i) formulation et exécution de programmes de commercialisation, amélioration des services de commercialisation et des installations de stockage; ii) amélioration des instituts de recherche sur les marchés et la commercialisation; iii) promotion de coopératives et autres organisations d'agriculteurs pour les facteurs de production agricole et les aliments. On envisage également de faire des études sur les deux sujets ci-après: i) analyse des écarts entre les prix des produits agricoles des pays de la région pour établir la base de la promotion du commerce intra-africain; et ii) possibilité de création et d'agrandissement des installations de transformation, de stockage et de préservation des aliments, du bétail et du poisson.

1.6 La CEA s'intéresse de près aux activités de développement des organismes régionaux de pêche, et notamment la Commission des pêches pour l'océan Indien (CPOI), le Comité des pêches continentales pour l'Afrique (CPCA); le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) et le Conseil général des pêches pour la Méditerranée (OGPM).

1.7 Consciente du fait que le travail de la femme est à la base même de la production d'aliments en Afrique (spécialement de céréales, de légumes et de produits laitiers), de leur transformation, de leur stockage et de leur distribution, la CEA a entrepris un certain nombre de projets visant à renforcer l'efficacité de la femme et à en accroître le rendement afin d'accélérer dans le long terme l'autosuffisance alimentaire de la région. Les activités de la CEA dans le domaine des techniques appropriées à la femme africaine sont étroitement liées au développement de l'alimentation. Elles cherchent par la même occasion à réduire le rôle que la femme joue dans la transformation des cultures vivrières en particulier. A l'heure actuelle, deux projets sont en cours, l'un concerne le maïs en Afrique de l'Ouest et l'autre le poisson en Afrique de l'Est. Leur objet est d'améliorer les techniques qu'utilise la femme dans la transformation et le stockage de ces aliments. Un atelier sur la commercialisation, la distribution et les techniques associées à la production alimentaire s'est tenu en juin 1981 à Dakar sous les auspices du Service de l'artisanat et de la petite industrie du Centre africain de recherches et de formation pour la femme (CARFF), projet conjoint de la CEA et de l'OIT. La CEA met actuellement au point un projet pilote dont l'objet est de trouver les moyens de réduire les pertes d'aliments, en particulier celles de manioc et d'igname. Différents projets de recherche sur le développement de l'alimentation et le rôle de la femme dans la région ont également été entrepris. En Zambie, s'est terminée une étude sur les femmes producteurs d'aliments, leur situation et leurs besoins. Au Nigéria, la CEA publie actuellement les résultats de son étude sur la femme et l'agriculture. Une étude de la participation de la femme à la transformation sur une petite échelle de l'huile de palme en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, République-Unie du Cameroun et Sierra Leone) a été présentée en octobre 1981 à l'atelier sur l'extraction de l'huile de palme tenue à Benin City, au Nigéria.

1.8 La CEA analyse plusieurs autres types d'activités intéressant le développement de l'alimentation dans la région. Elle participe à un projet de fabrication de céréales et de farines composées (maïs, sorgho, mils et blé) dont l'idée avait été lancée au séminaire de Dakar susmentionné, projet qui porte en particulier sur le rôle de la femme dans la commercialisation et l'utilisation de ces farines. Elle participe par ailleurs, en collaboration avec le Conseil national pour la femme et le développement (Kumasi, Ghana), à un projet d'amélioration de la transformation et de la commercialisation des aliments. De concert avec le Département fédéral de l'enseignement ménager du Ministère de l'agriculture (Nigéria), elle a mis sur pied un projet visant la production d'aliments commercialisables. En Zambie, elle a, avec la JASPA et en collaboration avec la Brigade des femmes du Parti national uni de l'indépendance, lancé un projet de transformation des légumes en vue du développement de l'alimentation.

1.9 Parmi d'autres projets figurent une étude du rôle de la femme dans la production de riz paddy en Sierra Leone, une autre des techniques locales utilisées par la femme dans la transformation des aliments en Ethiopie et en Sierra Leone, et une troisième de l'amélioration des techniques de séchage du poisson en Côte d'Ivoire. Cette dernière qui relève de l'équipe spéciale de femmes africaines pour le développement s'inscrit dans le cadre des grandes activités de CTPD de la CEA. La Commission économique pour l'Afrique a récemment renforcé ses capacités dans le domaine du développement de l'alimentation en affectant un autre agent du développement rural

spécialisé dans le domaine des cultures vivrières que produit la femme. Publication illustrée qui s'intéresse en particulier au développement de l'alimentation, la revue "Appropriate Technology for African Women" du Centre donne des résultats concrets non seulement en Afrique mais aussi sur d'autres continents.

1.10 Pour élargir la capacité d'élaboration de projets et d'exécution d'études de faisabilité des organismes intergouvernementaux africains et des gouvernements africains, la Conférence des ministres de la CEA a dans sa résolution 351 (XIV), recommandé à la Commission de créer un groupe d'études de faisabilité et de promotion des investissements pour aider les Etats membres à entreprendre des études de pré-faisabilité et de faisabilité et à promouvoir les investissements pour tous les projets économiques et, en particulier, pour les grands projets se rapportant à l'alimentation et à l'agriculture dans le contexte de l'exécution du Plan alimentaire régional. Malheureusement, faute de fonds, ce groupe n'a pas encore été créé. La Conférence souhaitera peut-être examiner les sources de mobilisation de capitaux à cette fin.

ANNEXE II

Plan alimentaire régional et PAL: Mesures prises par les organisations intergouvernementales africaines

2.1 Les grands domaines dans lesquels les programmes et projets en cours des organisations intergouvernementales africaines ou envisagés par elles contribuent ou devraient contribuer au développement de l'alimentation sont les suivants:

- mise en valeur des ressources en terre et en eau (projets d'irrigation);
- développement et distribution de semences améliorées;
- lutte contre les parasites et les maladies frappant les plantes et les animaux;
- stockage et transformation des aliments;
- recherches et formation en matière d'alimentation;
- développement rural intégré;
- commerce des aliments;

Mise en valeur des ressources en terre et en eau:

2.2 La mise en valeur des ressources en terre et en eau, y compris la construction de barrages et le défrichement de terres destinées à l'agriculture irriguée par quelques-unes des organisations intergouvernementales, contribuera substantiellement au développement de l'alimentation. Les deux grands barrages de Diama et de Manaladi dont la construction est assurée par l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) permettront l'irrigation de 300 000 hectares de terre sur lesquels seront cultivées d'importantes cultures comme le riz, le blé, les mils, le sorgho, les doliques, les arachides et la tomate. La mise en valeur des ressources hydrauliques, y compris la construction de deux barrages et l'agrandissement du barrage de Liptako-Gourma (LGA) rendra d'ici à 1990 la région couverte par ce dernier auto-suffisante en céréales. Le projet de mise en valeur du bassin du fleuve Kamadugu-Yobe dont s'occupe la Commission mixte Nigéria-Niger devrait permettre la culture sur quelque 100 000 hectares de riz, de mils et de sorgho. Un vaste projet de mise en valeur du Bassin du Mano par l'Union du fleuve Mano facilitera comme prévu la production d'aliments. Des 175 projets de développement alimentaire du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), un grand nombre intéresse le développement et l'utilisation de l'irrigation. Etabli par ce Comité, un Centre sera chargé de rassembler et de diffuser des informations sur l'agro-météorologie et l'hydrologie. Les projets nationaux de mise en valeur des ressources hydrauliques au Mali et en Haute-Volta, le projet d'irrigation au Niger ainsi que le Centre d'hydrologie appliquée à Bamako (Mali) qui sont tous parrainés par la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), devraient eux aussi contribuer à améliorer la production d'aliments. En dehors du projet de prévisions hydrologiques dont le but est de prévoir les changements hydrologiques éventuels du régime fluvial, la Commission du Fleuve Niger (CFN) prépare des études sur l'irrigation et la production d'aliments.

Développement et amélioration des semences améliorées:

2.3 Une technique importante d'augmentation de la production d'aliments consiste à utiliser des semences améliorées et autres matériels de plantation qui donnent un rendement plus élevé par unité de surface et aboutissent invariablement à une meilleure qualité de la production. Quelques organisations intergouvernementales comme l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), la Commission scientifique, technique et de la recherche (CSTR) de l'OUA, la CEAO et le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ont fortement contribué aux progrès accomplis dans ce domaine très important que sont la production et la distribution de semences améliorées.

2.4 L'ADRAO a mis au point des variétés améliorées de semences de riz pour différentes conditions écologiques. Ces variétés sont multipliées dans le cadre d'un projet de multiplication des semences. En 1977, le projet a produit plus de 50 tonnes de semences améliorées dont 30 tonnes environ ont été distribuées à neuf pays membres. Grâce à l'élargissement de la surface agricole destinée à ces activités de multiplication, 75 tonnes au moins de ces semences ont été produites et distribuées depuis 1980. Toutefois, il faudra produire des quantités beaucoup plus importantes de semences améliorées, ce qui ferait intervenir la création de nouveaux centres de multiplication. Pour cette raison mais aussi pour d'autres, le projet de multiplication est en voie de décentralisation à l'échelle nationale. Le programme de recherches et de développement de la CSTR dans le domaine des céréales vivrières semi-arides comprend la production et la multiplication de semences améliorées de maïs, de mils, de sorgho, de doliques et d'arachides. Il a permis de produire et de distribuer en 1978 des semences améliorées à plus de 12 pays de l'Afrique de l'Ouest. Des organisations intergouvernementales comme la CEA et le CILSS y participent. Il est envisagé d'étendre ce programme à d'autres pays. Outre l'appui qu'elle donne au programme national de semences certifiées d'arachides en Haute-Volta, la CEAO a identifié un projet communautaire pour la production et la distribution de semences.

Lutte contre les parasites et les maladies frappant les plantes et les animaux:

2.5 Les parasites et les maladies sont d'importants obstacles à la production de céréales et de bétail dans la région. Les efforts déployés par les organisations intergouvernementales dans la lutte contre eux ont été substantiels. La CSTR, la Communauté économique du bétail et de la viande du Conseil de l'entente (CEBV) et l'Organisation commune de lutte antiacridienne et de lutte antiaviaire (OCLALAV), l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain (OLCPEA) et l'Organisation internationale de lutte contre le criquet nomade en Afrique centrale et australe ont pour beaucoup contribué à l'amélioration de la production d'aliments dans ce cadre.

2.6 En ce qui concerne les parasites et les maladies qui frappent le bétail, la priorité est accordée à la lutte contre la trypanosomiose, la pleuropneumonie bovine contagieuse, les tiques ainsi que les maladies transmises par les tiques et la peste bovine. La lutte contre la peste bovine que mène la CSTR par le truchement du Bureau interafricain pour les ressources animales couvre 24 pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale et elle devrait permettre un accroissement de 33 p. 100 environ de la production bovine. Par le biais d'un projet qui fait intervenir la production de vaccins, la supervision et le contrôle d'opérations ainsi que la recherche, la CSTR est appelée au moyen du Bureau

susmentionné à faciliter la lutte contre la pleuropneumonie bovine contagieuse. Un des 10 premiers projets prioritaires récemment approuvés au titre du développement de l'alimentation dans la zone du barrage de LGA concerne la campagne commune de vaccination lancée contre cette maladie. Pour ce qui est de la lutte contre les tiques et les maladies du bétail transmises par ces vecteurs, la CSTR contribue par le truchement du Bureau interafricain pour ressources animales à la création de centres de formation au Nigéria et au Sénégal (Afrique de l'Ouest), au Malawi (Afrique de l'Est et Afrique australe) et dans un pays qui n'a pas encore été choisi pour l'Afrique centrale. Pour l'inspection de la viande, un centre de formation du personnel chargé de l'assurer est en cours d'implantation au Botswana pour les pays africains d'expression anglaise cependant qu'il est prévu de faire une étude de faisabilité pour les pays d'expression française. D'autres organisations intergouvernementales participent à l'exécution du programme de lutte contre les maladies, et notamment la CEBV et le CILSS.

2.7 Dans la lutte contre les parasites et les maladies granivores, l'OCLALAV s'est distinguée. La campagne contre les criquets pèlerins et les quéleas couvre 10 pays de l'Afrique de l'Ouest. La destruction de ces parasites a permis d'accroître d'un tiers environ au moins dans ces pays la production de céréales, en particulier de riz, de mils et de sorgho. Une contribution similaire a été faite en Afrique de l'Est par l'OLCP qui assure une protection contre les criquets pèlerins et le criquet migrateur, en Afrique centrale et en Afrique australe par l'IRCO contre le criquet nomade. Les contributions de l'OLCP et de l'IRCO peuvent être considérées comme très importantes puisque, grâce à leurs activités de prévention aucune invasion majeure digne de ce nom n'a été signalée depuis plusieurs années. Pour ce qui est de la protection et de la mise en quarantaine des plantes, la CSTR a entrepris par l'intermédiaire de sa commission physosanitaire interafricaine dont le siège est à Yaoundé (République-Unie du Cameroun) un projet au titre duquel chaque pays possède un centre national. La CEAO encourage et appuie une station de quarantaine à Maradi. Avec pour objet la préservation des aliments, un des derniers projets récemment approuvés de LGA intéresse la création d'unités mobiles de fumigation.

Stockage et transformation des aliments:

2.8 Rares sont les activités d'amélioration du stockage et de transformation des aliments, activités qui visent essentiellement le stockage et la transformation du riz ainsi que le traitement des céréales. L'ADRAO a fait de gros efforts dans ce domaine en donnant aux Etats membres des conseils sur les méthodes les plus rationnelles de stockage et de transformation du riz. D'autres organisations intergouvernementales comme le Conseil de l'entente ont construit des installations de stockage des céréales ainsi qu'un "système de réfrigération des aliments".

Recherche et formation en matière d'alimentation:

2.9 Les organisations intergouvernementales qui s'intéressent à la fourniture des facteurs de production et à la prestation des services techniques se livrent d'ordinaire à des activités de recherche et de formation en matière d'alimentation. Dans ces deux domaines importants, l'ADRAO, la CSTR, l'OCLALAV, le CILSS et la CEAO ont fourni un apport substantiel. L'ADRAO encourage le partage dans 15 pays membres des installations de recherche pour la mise en valeur du riz amélioré et ce, en conseillant plusieurs gouvernements ainsi que les recherches directement liées aux techniques d'amélioration du riz. Elle dispense par ailleurs une formation à des spécialistes de la riziculture et à leurs assistants sur le terrain. A l'avenir, la formation couvrira le personnel des services de vulgarisation du riz.

2.10 L'OCLALAV fait des recherches sur la lutte dans la sous-région contre les criquets pèlerins et les quéleas. On estime à plus de 1,5 million de dollars des Etats-Unis le coût de ses trois projets actuels, qui devraient être achevés d'ici à 1983. Le CILSS a des instituts de formation et de recherches hydrologiques qui contribuent pour beaucoup à la compréhension et à la prévention de la sécheresse dans le Sahel. La CEAO et la Banque africaine de développement (BAD) fournissent un appui considérable aux recherches agronomiques et autres recherches sur la production d'aliments par le biais de leurs dons et d'installations de soutien.

Développement rural intégré:

2.11 Le développement rural intégré qui représente un ensemble complet de mesures propres à faciliter le développement rural et peut contribuer efficacement au développement de l'alimentation est encouragé par des organisations intergouvernementales et le Centre multinational de programmation et d'exécution de projets des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (MULPOC de Lusaka) qui a mis au point le programme de développement rural intégré République-Unie de Tanzanie-Zambie pour une région du nord de la Zambie et du Sud de la République-Unie de Tanzanie où parmi les projets déjà sélectionnés figurent. La mise en valeur de l'élevage et de la pêche, la normalisation des échanges frontaliers et l'implantation d'agro-industries conjointes. Le programme de développement intégré Kenya-Ethiopie qui n'a pas encore démarré couvrira des régions adjacentes à ces deux pays et fait intervenir la mise en valeur du sous-bassin du fleuve Dawa, le développement intégré de l'élevage, l'irrigation de l'agriculture, la modernisation des activités de pêche ainsi que l'amélioration et la construction de routes de desserte et de grandes routes.

Commerce d'aliments:

2.12 Dans ce domaine, la CEAO et la CEBV ont fait d'importantes contributions. La libre circulation des aliments et du bétail dans les pays membres de ces deux organisations a consolidé les approvisionnements en aliments. Le Traité de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) devrait normalement éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges entre les pays membres et libérer le commerce à l'intérieur de la région. La création d'une zone de traitement préférentiel dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe devrait devenir sous peu réalité puisque la moitié des pays de la région ont déjà signé le Traité portant création de la Communauté économique de l'Afrique centrale qui est sur le point d'être établie. Il est vraisemblable que les trois traités contribueront substantiellement au commerce d'aliments et d'autres produits.

ANNEXE III

Mandat des missions d'examen dans le cadre de la stratégieObjectif

Les missions d'examen dans le cadre de la stratégie ont pour objet de conseiller les gouvernements afin qu'ils adoptent les politiques et les institutions appropriées et qu'ils déterminent les domaines prioritaires pour les programmes de développement agricole et rural en mettant l'accent sur l'augmentation de la production agricole, les progrès vers l'autosuffisance et la sécurité alimentaire.

Fonctions

En général, les missions auront pour tâche:

- i) d'examiner les politiques et les programmes existant dans le domaine du développement agricole et rural en vue d'évaluer leurs incidences sur les progrès vers l'autosuffisance et l'amélioration de la sécurité alimentaire;
- ii) d'évaluer les principaux obstacles, qu'ils soient d'ordre économique, matériel, technique ou institutionnel, ainsi que les possibilités d'augmenter la production alimentaire et d'améliorer le développement agricole et rural;
- iii) de déterminer, à l'aide de l'examen et de l'évaluation susmentionnés, les domaines prioritaires devant bénéficier de mesures à court et à moyen terme; d'étudier avec le gouvernement s'il est nécessaire d'ajuster éventuellement les politiques et les programmes existants et d'indiquer les vastes répercussions de ces ajustements en ce qui concerne les allocations de ressources (intérieures et extérieures);
- iv) d'identifier les domaines prioritaires pour les programmes et les projets nouveaux et d'indiquer les besoins éventuels en assistance technique et financière lors de la formulation et de l'évaluation de ceux-ci; et
- v) d'exécuter d'autres travaux pertinents qui ont été approuvés, en consultation avec le gouvernement.

Composition

Les missions pourraient se limiter à des experts en analyse des politiques et des programmes, en développement rural, y compris la mobilisation des finances et des ressources et, si nécessaire, dans un ou plusieurs domaines techniques comme la mise en valeur des ressources terrestres et des ressources en eau, le rendement des cultures, l'élevage et la pêche.

La composition exacte de l'équipe sera fixée en consultation avec le gouvernement concerné.